



cirano

Allier savoir et décision

2015s-31

**Activité indépendante, inégalité et pauvreté des
immigrants au Canada**

Nong Zhu, Cécile Batisse

Série Scientifique/Scientific Series



2015s-31

**Activité indépendante, inégalité et pauvreté des
immigrants au Canada**

Nong Zhu, Cécile Batisse

Série Scientifique
Scientific Series

Montréal
Juillet 2015

© 2015 *Nong Zhu, Cécile Batisse* Tous droits réservés. *All rights reserved.* Reproduction partielle permise avec citation du document source, incluant la notice ©.
Short sections may be quoted without explicit permission, if full credit, including © notice, is given to the source.



Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations

CIRANO

Le CIRANO est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la Loi des compagnies du Québec. Le financement de son infrastructure et de ses activités de recherche provient des cotisations de ses organisations-membres, d'une subvention d'infrastructure du Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, de même que des subventions et mandats obtenus par ses équipes de recherche.

CIRANO is a private non-profit organization incorporated under the Québec Companies Act. Its infrastructure and research activities are funded through fees paid by member organizations, an infrastructure grant from the Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, and grants and research mandates obtained by its research teams.

Les partenaires du CIRANO

Partenaire majeur

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations

Partenaires corporatifs

Autorité des marchés financiers
Banque de développement du Canada
Banque du Canada
Banque Laurentienne du Canada
Banque Nationale du Canada
Bell Canada
BMO Groupe financier
Caisse de dépôt et placement du Québec
Fédération des caisses Desjardins du Québec
Financière Sun Life, Québec
Gaz Métro
Hydro-Québec
Industrie Canada
Intact
Investissements PSP
Ministère des Finances du Québec
Power Corporation du Canada
Rio Tinto Alcan
Ville de Montréal

Partenaires universitaires

École Polytechnique de Montréal
École de technologie supérieure (ÉTS)
HEC Montréal
Institut national de la recherche scientifique (INRS)
McGill University
Université Concordia
Université de Montréal
Université de Sherbrooke
Université du Québec
Université du Québec à Montréal
Université Laval

Le CIRANO collabore avec de nombreux centres et chaires de recherche universitaires dont on peut consulter la liste sur son site web.

Les cahiers de la série scientifique (CS) visent à rendre accessibles des résultats de recherche effectuée au CIRANO afin de susciter échanges et commentaires. Ces cahiers sont écrits dans le style des publications scientifiques. Les idées et les opinions émises sont sous l'unique responsabilité des auteurs et ne représentent pas nécessairement les positions du CIRANO ou de ses partenaires.

This paper presents research carried out at CIRANO and aims at encouraging discussion and comment. The observations and viewpoints expressed are the sole responsibility of the authors. They do not necessarily represent positions of CIRANO or its partners.

ISSN 2292-0838 (en ligne)

Partenaire financier

Économie,
Innovation
et Exportations

Québec 

Activité indépendante, inégalité et pauvreté des immigrants au Canada^{*}

Nong Zhu[†], Cécile Batisse[‡]

Résumé/abstract

L'objectif de cette recherche est d'analyser les relations existant entre exercice d'une activité indépendante et intégration socio-économique des immigrants au Canada. Établis à partir des microdonnées des recensements de 1991 et 2006, nos résultats montrent que le travail indépendant réduit les inégalités de revenu, mais que son effet sur la distribution du revenu n'est pas uniforme au cours du temps.

Mots clés : Activité indépendante, intégration socio-économique, immigrants.

The objective of this research is to analyze the relationship between self-employment and socio-economic integration of immigrants in Canada. Using the micro-census data from 1991 and 2006, our results show that self-employment reduces income inequality ; however, its effect on income distribution is not uniform over time.

Keywords : Self-employment, socio-economic integration, immigrants.

^{*} Cet article a été publié dans Bruno Lamotte, Anne Le Roy, Cécile Massit et Emmanuelle Puissant (dirs.), *Innovations sociales, innovations économiques*, p. 325-341, Presses universitaires de Louvain.

[†] INRS-UCS, Université du Québec, Montréal, Canada.

[‡] Cerdi-Idrec, Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand, France.

Introduction

Bien que le sujet de l'immigration ait toujours suscité un vif intérêt chez les citoyens et les décideurs publics, l'augmentation de la part des immigrants dans la population totale, l'évolution de sa composition ethnique ainsi que l'apport économique potentiel de cette source de croissance face aux problèmes démographiques actuels ont encore ravivé cet intérêt public. Des pays d'accueil comme le Canada comptent sur les compétences et l'esprit d'initiative des immigrants pour doper leur croissance économique à travers les capitaux investis, les innovations et les emplois ainsi créés. Certains immigrants sont ainsi choisis spécifiquement pour leurs attributs entrepreneuriaux via le programme d'immigration des gens d'affaires du Canada. Pour leur part, les immigrants recherchent dans leur pays d'accueil des possibilités d'exercer lucrativement leurs qualités et compétences. Or plusieurs études ont souligné la détérioration des conditions socio-économiques que connaissent les immigrants actuels comparativement aux natifs et aux cohortes précédentes.

On sait que les immigrés se distinguent selon leur pays d'origine et que l'histoire des courants migratoires et les caractéristiques sociales ou démographiques des migrants comme leurs projets expliquent en partie les différences socio-économiques observées. Cette problématique de l'intégration économique doit par ailleurs être replacée dans le cadre des profondes transformations intervenues sur le marché du travail depuis les années 1980. Les conditions d'entrée sur le marché du travail se sont durcies, notamment pour les jeunes générations, et aboutissent à un ralentissement de la mobilité sociale, voire à une dynamique de déclassement et d'exclusion pour certains groupes. Cette transformation affecte particulièrement les immigrés originaires des pays du Sud qui cumulent les paramètres défavorables : ils doivent composer avec la nouvelle donne économique sans disposer des ressources relationnelles et cognitives constituées par les natifs et les générations d'immigrants précédentes et susceptibles de favoriser l'accès à l'emploi. De plus, ils sont confrontés pour une partie d'entre eux à des discriminations qui prennent une importance d'autant plus déterminante que le marché de l'emploi est contracté et que les écarts de qualification avec les natifs tendent à se réduire.

L'exercice d'une activité indépendante est ainsi aujourd'hui considéré par beaucoup d'immigrants comme une alternative qui peut permettre une certaine ascension sociale aux groupes les plus marginalisés (CLARK et DRINKWATER, 2000 ; FRENETTE, 2002). Le secteur indépendant, essentiellement composé de petites organisations, se situe au carrefour de

l'économie formelle et de l'économie informelle (BARGAIN et KWENDA, 2011 ; BLANCHFLOWER, 2000 ; GÜNTHER et LAUNOV, 2012 ; LOAYZA et RIGOLINI, 2011). Les travailleurs employés de manière informelle sont souvent moins protégés contre les risques que les travailleurs employés dans le secteur formel et ont des revenus plus incertains et volatils (OVIEDO, THOMAS et KARAKURUM-ÖZDEMİR, 2009). Selon les études antérieures, une propension importante à exercer une activité indépendante est souvent associée au faible niveau de développement économique d'un pays (LOAYZA et RIGOLINI, 2011 ; OVIEDO, THOMAS et KARAKURUM-ÖZDEMİR, 2009) ; et l'inégalité de revenu est généralement plus importante chez les travailleurs indépendants (GÜNTHER et LAUNOV, 2012 ; TAMVADA, 2010). Or, l'implication proportionnellement plus élevée des immigrants dans les activités commerciales continue à les différencier de la population native.

Le thème de l'emploi indépendant des personnes immigrées n'a été que peu analysé au Canada alors qu'il s'agit d'un thème de recherche majeur, renvoyant à d'importantes questions sociales et économiques, où plusieurs grandes familles d'hypothèses sont traditionnellement distinguées. L'hypothèse de la contrainte (ou de la mobilité restreinte) considère les obstacles auxquels les immigrants se heurtent dans leur intégration au marché du travail salarié comme des forces de répulsion à l'encontre du travail indépendant. À l'inverse, l'existence d'enclaves ethniques constituerait une force d'attraction vers l'emploi indépendant (hypothèse de l'enclave). Ces deux forces, combinées avec les conditions du marché du travail, jouent sur l'emploi et le revenu des immigrants des différents groupes et influencent ainsi la distribution du revenu.

La présente étude vise à tester les hypothèses suivantes : l'exercice d'une activité indépendante, qu'elle soit formelle ou informelle, a un effet significatif sur l'inégalité de revenu et sur la pauvreté chez les immigrants du Sud ; cet effet varie selon les groupes d'immigrants et les caractéristiques de l'emploi indépendant.

1. Travail indépendant et distribution du revenu

Dans cet article, nous cherchons à montrer que le choix d'exercer une activité indépendante ou salariée n'est pas sans effet sur le revenu moyen des immigrants et sur les inégalités de revenu. Nous nous appuyons pour cela sur les Fichiers de microdonnées à grande diffusion (FMGD) des recensements de 1991 et 2006. Ces deux bases de données nous permettent d'analyser

l'évolution des relations entre travail indépendant et distribution du revenu sur une période de quinze ans. À l'instar de nombreuses études antérieures, nous limitons l'échantillon aux personnes dont l'âge est compris entre 24 et 55 ans.

Les revenus rapportés concernent l'année précédant celle du recensement. L'analyse de la pauvreté suppose la détermination d'un seuil de pauvreté. Le seuil de faible revenu (SFR) de Statistique Canada varie selon la taille du secteur de résidence et celle de la famille ; il se compose de trente-cinq catégories (STATISTIQUE CANADA, 2006). Afin d'établir un seuil unique, nous convertissons d'abord pour les diverses périodes, à l'aide des indices de prix à la consommation par province (STATISTIQUE CANADA, 2001), le revenu nominal en valeur réelle en 1990, à savoir le revenu réel qui mesure le pouvoir d'achat effectif du revenu nominal. Ensuite, nous prenons comme ligne de pauvreté la moyenne du revenu réel des répondants appartenant à un ménage dont le revenu total est inférieur au SFR de Statistique Canada en 1990, soit 10 191 dollars canadiens (en dollars de 1990). Ce seuil de pauvreté s'applique alors à toutes les périodes. Le niveau du seuil de pauvreté utilisé n'affecte que le ratio de la pauvreté, mais ne modifie pas la tendance des changements dans la dynamique de la pauvreté et les résultats obtenus. En conséquence, déplacer le seuil de pauvreté vers le haut ou vers le bas implique un changement proportionnel pour tous les groupes étudiés.

Dans cette étude, nous nous concentrons sur les immigrants du Sud, c'est-à-dire les immigrants non originaires d'Europe ou des États-Unis. La part des immigrants exerçant une activité indépendante est passée de 11,5 % en 1990 à 12,1 % en 2006 (tableau 1). Ce taux est toujours d'un point supérieur à celui des natifs. Le revenu moyen des travailleurs immigrants du Sud est en deçà de celui des natifs dans les deux secteurs. Au cours de la période 1991-2006, les natifs, qu'ils soient indépendants ou salariés, ont vu leur revenu moyen augmenter d'environ 10 000 dollars. Dans le groupe des immigrants du Sud, seuls les salariés ont connu une augmentation de leur revenu moyen, de l'ordre de 6 000 dollars, alors que le revenu des travailleurs indépendants a diminué.

Tableau 1. Statistiques descriptives

	1991		2006	
Taux de participation au travail indépendant (%)				
Natifs	10,4	(224 056)	10,9	(231 858)

Immigrants du Sud	11,5	(22 395)	12,1	(42 514)
Moyenne du revenu réel (dollars canadiens)				
Natifs				
Travailleurs salariés	31 059	(200 743)	41 645	(206 462)
Travailleurs indépendants	34 435	(23 313)	45 070	(25 396)
Immigrants du Sud				
Travailleurs salariés	27 663	(19 811)	33 500	(37 369)
Travailleurs indépendants	34 193	(2 584)	31 491	(5 145)
Incidence de pauvreté (%)				
Natifs				
Travailleurs salariés	11,8	(200 743)	7,9	(206 462)
Travailleurs indépendants	19,7	(23 313)	22,8	(25 396)
Immigrants du Sud				
Travailleurs salariés	14,9	(19 811)	13,8	(37 369)
Travailleurs indépendants	18,0	(2 584)	29,8	(5 145)
Indice de Gini				
Natifs				
Travailleurs salariés	0,333	(200 743)	0,388	(206 462)
Travailleurs indépendants	0,475	(23 313)	0,606	(25 396)
Immigrants du Sud				
Travailleurs salariés	0,351	(19 811)	0,412	(37 369)
Travailleurs indépendants	0,471	(2 584)	0,593	(5 145)

Note : le nombre d'observations est indiqué entre parenthèses.

Sources : Fichiers de microdonnées à grande diffusion des recensements de 1991 et 2006, Fichiers des particuliers, Statistique Canada, calculs et présentation des auteurs.

L'augmentation du revenu s'est traduite par une baisse de l'incidence de la pauvreté chez les salariés entre 1991 et 2006, plus forte pour les natifs que pour les immigrants. Au contraire, l'incidence de la pauvreté s'est accrue pour les travailleurs indépendants, qu'ils soient natifs ou immigrants. L'augmentation de l'incidence de la pauvreté pour les immigrants indépendants (11,8 %) a cependant été beaucoup plus importante que celle observée chez leurs homologues natifs (3,1 %). Enfin, l'inégalité de revenu, saisie à travers l'indice de Gini, est plus importante chez les travailleurs indépendants que chez les travailleurs salariés, qu'ils soient immigrants ou non. D'une façon générale, l'inégalité a augmenté pour tous les groupes pendant la période 1991-2006. Si l'on s'intéresse à l'emploi exercé, les inégalités de revenu sont plus élevées chez les travailleurs indépendants que chez les travailleurs salariés. L'exercice d'une activité indépendante accroît l'inégalité. Cette affirmation nécessite toutefois de faire comme hypothèse

que les travailleurs indépendants se répartissent uniformément et aléatoirement dans la population, ce qui n'est pas le cas. Il est possible qu'ils possèdent des caractéristiques inobservables qui soient positivement (ou négativement) corrélées avec le revenu qu'ils obtiennent sur le marché du travail salarié. Supposons que la plupart des travailleurs indépendants observés au moment des recensements soient ceux qui rencontrent le plus de difficultés sur le marché du travail salarié. S'ils y participaient, ils seraient donc surreprésentés dans la catégorie des pauvres, ce qui détériorerait la distribution du revenu dans la population. Le travail indépendant leur permettrait donc d'acquérir un revenu plus élevé et de réduire l'inégalité globale. À l'opposé, nous pouvons imaginer que les travailleurs indépendants observés soient plutôt ceux qui auraient un revenu anticipé élevé sur le marché du travail salarié. Leur participation à ce marché leur permettrait d'obtenir un emploi correspondant à leurs compétences, un revenu plus élevé, et donc d'accéder dans une certaine mesure à la catégorie aisée de la population. Cela conduirait cependant également à un accroissement de l'inégalité de revenu. Ces exemples nous montrent qu'il convient d'étudier l'impact de l'exercice d'une activité indépendante sur l'inégalité et la pauvreté tout en tenant compte de l'interaction entre participation à l'emploi indépendant et à l'emploi salarié.

Nous essayons ainsi de répondre aux questions suivantes : En améliorant dans l'ensemble le revenu des immigrants, l'exercice d'une activité indépendante réduit-il ou augmente-t-il l'inégalité ? Le changement de revenu résultant de la participation au travail indépendant concerne-t-il autant les immigrants pauvres que les immigrants aisés ? L'effet de l'emploi indépendant sur la distribution du revenu varie-t-il au cours du temps ?

2. Méthodologie

Nous mobilisons la méthode développée par ZHU et LUO (2010) pour estimer le revenu qui serait celui des travailleurs indépendants recensés s'ils exerçaient une activité salariée. Nous simulons, à partir de l'équation de revenu des travailleurs salariés, le salaire qu'obtiendraient les indépendants dans le cas où ils n'exerceraient pas d'activité indépendante, et nous comparons la distribution du revenu observé – le revenu en présence d'activités indépendantes – avec celle du revenu simulé – le revenu en l'absence d'activités indépendantes – et saisissons ainsi l'effet de l'emploi indépendant sur l'inégalité et la pauvreté chez les immigrants.

Comme les travailleurs indépendants ne se répartissent pas aléatoirement et uniformément dans la population, il est possible qu'ils possèdent des caractéristiques non observables qui sont positivement (ou négativement) corrélées avec leur revenu et choix d'activité. Un biais de sélection existe si nous estimons de manière séparée le revenu des travailleurs indépendants et celui des travailleurs salariés. Nous devons donc estimer simultanément l'équation de revenu et celle de la probabilité d'exercer une activité indépendante qui sont endogènes entre elles. La méthode d'HECKMAN (1979) est souvent utilisée dans la correction de ce biais. Nous estimons d'abord, à l'aide du modèle probit¹, une équation de participation :

$$P_i^* = \alpha Z_i + \varepsilon_i \quad \text{avec } \varepsilon_i \sim N(0,1) \quad (1)$$

$$P_i = 1 \Leftrightarrow P_i^* > 0; P_i = 0 \Leftrightarrow P_i^* \leq 0$$

où P^* est une variable latente continue non observée et P une variable binaire observée telle que $P=1$ si l'individu est un travailleur indépendant et $P=0$ dans le cas contraire ; Z_i est le vecteur des variables qui influencent la décision d'exercer une activité indépendante.

Ensuite, nous estimons une équation de revenu avec les salariés, en introduisant le ratio de Mills inversé issu de l'estimation de (1) pour corriger le biais de sélection :

$$\log y_i = \beta X_i + \gamma \lambda_i + \mu_i \quad \text{pour les travailleurs salariés } (P_i = 0) \quad (2)$$

$$\lambda_i = -\phi(\hat{\alpha}Z_i)/(1-\Phi(\hat{\alpha}Z_i)) \text{ si } P_i = 0 ; \lambda_i = \phi(\hat{\alpha}Z_i)/\Phi(\hat{\alpha}Z_i) \text{ si } P_i = 1$$

où y_i est le revenu du travail ; X_i représente un vecteur des variables qui déterminent le revenu et λ_i le ratio de Mills inversé. Nous considérons l'équation (2) comme celle du revenu obtenu sur le marché du travail salarié.

Ayant estimé les équations de revenu, nous pouvons simuler le revenu qu'auraient les travailleurs qui travaillent actuellement à leur compte sur le marché du travail salarié. Nous prédisons pour tous les travailleurs un revenu ($\log \hat{y}_i$) à partir de l'équation (2) estimée ci-dessus. L'équation (2) inclut deux termes : une valeur prédite qui est basée sur les

¹ Le modèle probit est un modèle de régression où la variable expliquée est qualitative (c'est-à-dire qu'elle ne peut prendre qu'un nombre fini de modalités). Dans ce modèle, la fonction de répartition du terme d'erreur est donnée par une loi normale centrée et réduite $N(0,1)$.

caractéristiques individuelles observées, $\beta X_i + \gamma \lambda_i$, et le résidu, μ_i , un terme non observé. Une prédiction de la partie observable est donnée par $\log \hat{y}_i = \hat{\beta} X_i + \hat{\gamma} \lambda_i$. Pour les travailleurs salariés ($P_i = 0$), leur revenu sur le marché du travail salarié, $\log y_i$, est observé et peut être exprimé par :

$$\log y_i = \log \hat{y}_i + \mu_i \quad \text{pour } P_i = 0 \quad (3)$$

Néanmoins, pour les travailleurs indépendants, nous ne connaissons que la partie observable de leur revenu obtenu sur le marché du travail salarié, $\log \hat{y}_i$, c'est-à-dire celle qui est expliquée par les variables exogènes. Nous ne connaissons pas la partie inobservable, à savoir le résidu. Il est nécessaire de générer une distribution complète pour chaque travailleur indépendant en simulant le terme non observé. Nous construisons donc une valeur aléatoire :

$$\hat{\mu}_{0,i} = \hat{\sigma}_0 \Phi^{-1}(r) \quad (4)$$

où $\hat{\sigma}_0$ est l'écart type des μ_i estimés par l'équation (3) dans le groupe des salariés ($P_i = 0$) ; r est un nombre aléatoire entre $[0,1)$; Φ^{-1} est l'inverse de la fonction de la probabilité cumulative de la loi normale standard. $\hat{\mu}_{0,i}$ suit ainsi une loi normale des paramètres $(0, \sigma_0^2)$. Nous définissons le revenu obtenu sur le marché du travail salarié :

$$\log y'_i = \begin{cases} \log y_i = \hat{\beta} X_i + \hat{\gamma} \lambda_i + \mu_i & P_i = 0 \\ \hat{\beta} X_i + \hat{\gamma} \lambda_i + \hat{\mu}_i & P_i = 1 \end{cases} \quad (5)$$

Grâce à la simulation ci-dessus, nous pouvons comparer la distribution du revenu en présence d'une activité indépendante (y_i) et celle en l'absence de l'activité indépendante (y'_i). Dans un premier temps, nous calculons respectivement l'indice de Gini du revenu observé, $G(y_i)$, et celui du revenu simulé, $G(y'_i)$. Si $G(y_i)$ est supérieur à $G(y'_i)$, la participation au travail indépendant aggrave l'inégalité de revenu, et vice versa. Suivant la même idée, nous examinons l'impact de l'exercice d'une activité indépendante sur la pauvreté.

Dans un deuxième temps, nous empruntons la courbe d'incidence de la croissance (CIC) développée par RAVALLION et CHEN (2001) pour examiner le changement de la distribution du revenu résultant de la participation au travail indépendant à travers différents segments de la population. Cette courbe décrit pour chaque percentile de la distribution le taux de croissance du revenu entre deux points du temps. Dans la présente étude, nous remplaçons les points du temps par deux situations : la distribution du revenu en présence d'emploi indépendant et celle en l'absence d'emploi indépendant. Ces analyses permettent de préciser quels groupes ont été le plus touchés par l'exercice d'une activité indépendante et d'évaluer la place de chacun dans la variation de l'inégalité.

3. Estimation des équations de participation et de revenu

Le tableau 2 présente l'influence des différentes variables explicatives sur la probabilité d'exercice d'une activité indépendante des immigrants. Les hommes et les personnes âgées sont plus susceptibles de travailler pour leur compte. Un diplôme en médecine renforce fortement la probabilité de développer une activité indépendante ; au contraire, détenir un doctorat réduit significativement cette probabilité.

**Tableau 2. Estimation de l'équation d'exercice d'une activité indépendante
(Immigrants en provenance des régions en développement)**

Variable dépendante : Participation au travail indépendant = 1 ; sinon = 0

	1991		2006	
Homme	0,342***	(13,99)	0,301***	(17,78)
Groupe d'âge (référence : 50-54 ans)				
25-29 ans	0,125***	(2,72)	0,193***	(5,07)
30-34 ans	0,315***	(6,92)	0,336***	(9,15)
35-39 ans	0,441***	(9,62)	0,447***	(12,23)
40-44 ans	0,415***	(8,37)	0,476***	(12,72)
45-49 ans	0,405***	(7,65)	0,564***	(14,60)
Plus haut diplôme (référence : Aucun)				
Diplôme d'études secondaires	0,053	(1,49)	0,081***	(2,69)
Diplôme d'une école de métiers, collégial	- 0,015	(- 0,44)	0,046	(1,60)
Baccalauréat	0,034	(0,88)	0,046	(1,49)
Diplôme universitaire supérieur au baccalauréat	0,070	(0,93)	0,021	(0,41)
Diplôme en médecine	1,215***	(14,12)	0,919***	(13,01)
Maîtrise	- 0,041	(- 0,72)	- 0,003	(- 0,08)
Doctorat acquis	- 0,256**	(- 2,22)	- 0,292***	(- 3,58)
Langue officielle (référence : Ni anglais ni français)				
Anglais seulement	0,344***	(4,60)	0,056	(1,23)
Français seulement	0,246**	(2,26)	- 0,175**	(- 2,33)
Anglais et français	0,268***	(3,08)	0,036	(0,64)
Marié	0,173***	(3,95)	0,162***	(5,51)
Type de ménage (référence : Une famille, famille monoparentale)				
Une famille, couple marié	0,158***	(2,97)	0,170***	(4,90)

Une famille, couple vivant en union libre	0,284***	(3,16)	0,221***	(4,34)
Plus d'une famille	0,078	(1,19)	0,101**	(2,40)
Personne vivant seule	0,068	(0,92)	0,175***	(3,76)
Deux personnes ou plus n'appartenant pas à une famille de recensement	- 0,028	(- 0,33)	0,091	(1,52)
Région métropolitaine de recensement	- 0,176***	(- 4,00)	- 0,178***	(- 4,49)
Lieu de résidence (référence : Québec)				
Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et les autres régions	0,588***	(4,67)	- 0,076	(- 0,78)
Ontario	- 0,097**	(- 2,04)	- 0,132***	(- 3,78)
Manitoba, Saskatchewan, Alberta	- 0,061	(- 1,10)	- 0,179***	(- 4,29)
Colombie-Britannique	- 0,009	(- 0,18)	0,027	(0,71)
Région de naissance (référence : Philippines)				
Asie occidentale et centrale et Moyen-Orient	1,030***	(15,12)	0,873***	(19,71)
Asie du sud	0,449***	(7,16)	0,539***	(13,16)
Chine	0,735***	(10,82)	0,531***	(11,95)
Hong Kong, zone administrative spéciale	0,644***	(9,88)	0,562***	(11,74)
Autres Asie orientale et Asie du Sud-Est	0,788***	(12,83)	0,794***	(18,95)
Afrique	0,633***	(9,77)	0,528***	(11,62)
Amérique centrale, Amérique du Sud, Caraïbes et Bermudes	0,204***	(3,30)	0,384***	(9,07)
Autres	0,496***	(5,41)	0,473***	(6,51)
Année d'immigration	Oui		Oui	
Constante	- 2,733***	(- 21,48)	- 2,356***	(- 26,25)
Maximum du log de vraisemblance	- 7222,772		- 14759,459	
Pseudo- R^2	0,098		0,063	
Nombre d'observations	22 395		42 613	

Note : les t de Student sont indiqués entre parenthèses. *** : résultat significatif au seuil 0,01 ; ** : résultat significatif au seuil 0,05 ; * : résultat significatif au seuil 0,10.

Sources : Fichiers de microdonnées à grande diffusion des recensements de 1991 et 2006, Fichiers des particuliers, Statistique Canada, calculs et présentation des auteurs.

L'effet de la maîtrise des langues officielles, que sont l'anglais et le français, sur l'exercice d'une activité indépendante semble diminuer au cours du temps. L'augmentation des « enclaves ethniques » regroupant les nouveaux venus des pays du Sud suite à la récession économique peut expliquer pour une part ce résultat. L'économie d'enclave peut être décrite par le fait qu'un groupe ethnique vit avec sa culture maternelle dans un lieu autre que son pays

natal. Les quartiers chinois (Chinatown) répartis dans le monde entier en sont des exemples typiques (LI et LI, 1999 ; YUENGERT, 1995). Dans cette optique, l'importance de l'effet de la maîtrise des langues officielles est atténuée par le rôle de l'enclave dans la création, le maintien et le développement des affaires chez les groupes minoritaires.

Le fait de résider dans une région métropolitaine réduit la probabilité de travailler à son compte. L'origine nationale a également une incidence majeure dans la décision des immigrants d'exercer une activité indépendante. Par rapport aux migrants venant des Philippines, tous les autres groupes montrent une propension importante à travailler pour leur compte. En particulier, les immigrants en provenance d'Asie occidentale et centrale et du Moyen-Orient, de Chine, d'Asie orientale et du Sud-Est sont plus susceptibles d'entreprendre des activités indépendantes. Toutefois, la différence entre les groupes ethniques semble se réduire pendant la période 1991-2006.

Les estimations du revenu en fonction des caractéristiques des immigrants salariés (tableau 3) montrent que le fait d'être un homme a un impact positif et significatif sur le revenu. Par ailleurs, le revenu s'accroît avec l'âge pour plafonner autour de 40 ans. Quant au diplôme, il a généralement des retombées positives en termes de revenu sur le marché du travail salarié. Dans l'ensemble, l'habileté linguistique, et en particulier le fait d'être bilingue, contribue à l'augmentation des gains des immigrants. Par rapport aux immigrants qui résident au Québec, les immigrants résidant dans d'autres provinces disposent de plus hauts niveaux de revenu. Entre 1991 et 2006, résider au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta apportait une augmentation significative de revenu.

Tableau 3. Estimation de l'équation de revenu des travailleurs salariés migrants

Variable dépendante : Logarithme du revenu de travail

	1991		2006	
Homme	0,241***	(17,71)	0,038**	(2,48)
Groupe d'âge (référence : 50-54 ans)				
25-29 ans	0,134***	(7,18)	0,205***	(8,50)
30-34 ans	0,198***	(10,03)	0,307***	(12,64)
35-39 ans	0,208***	(9,92)	0,346***	(13,58)
40-44 ans	0,196***	(8,61)	0,378***	(14,23)

45-49 ans	0,192***	(7,69)	0,294***	(10,06)
Plus haut diplôme (référence : Aucun)				
Diplôme d'études secondaires	0,107***	(6,21)	0,042*	(1,80)
Diplôme d'une école de métiers, collégial	0,264***	(16,40)	0,191***	(8,68)
Baccalauréat	0,420***	(22,47)	0,355***	(15,21)
Diplôme universitaire supérieur au baccalauréat	0,488***	(12,66)	0,276***	(7,07)
Diplôme en médecine	0,477***	(5,55)	0,460***	(5,20)
Maîtrise	0,599***	(20,46)	0,410***	(13,76)
Doctorat acquis	0,814***	(13,75)	0,669***	(11,34)
Langue officielle (référence : Ni anglais ni français)				
Anglais seulement	0,162***	(5,02)	0,300***	(8,45)
Français seulement	0,132***	(2,69)	0,384***	(6,95)
Anglais et français	0,187***	(4,79)	0,435***	(10,10)
Travail à plein temps	0,807***	(44,55)	1,005***	(57,30)
Région métropolitaine de recensement	0,024	(1,00)	- 0,146***	(- 4,42)
Lieu de résidence (référence : Québec)				
Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et les autres régions	0,031	(0,47)	0,196**	(2,39)
Ontario	0,206***	(8,55)	0,211***	(7,59)
Manitoba, Saskatchewan, Alberta	0,046*	(1,68)	0,285***	(8,82)
Colombie-Britannique	0,111***	(4,11)	0,145***	(4,76)
Année d'immigration	Oui		Oui	
Ratio de Mills inversé	- 0,370***	(- 5,49)	0,006	(0,06)
Constante	8,129***	(165,68)	8,090***	(134,79)
R^2	0,250		0,138	
Nombre d'observations	19 811		37 369	

Note : les t de Student sont indiqués entre parenthèses. *** : résultat significatif au seuil 0,01 ; ** : résultat significatif au seuil 0,05 ; * : résultat significatif au seuil 0,10.

Sources : Fichiers de microdonnées à grande diffusion des recensements de 1991 et 2006, Fichiers des particuliers, Statistique Canada, calculs et présentation des auteurs.

Après avoir simulé le revenu dans le cas où tous les immigrants travailleraient comme salariés, nous pouvons comparer la distribution de ce revenu simulé avec celle du revenu observé. Le tableau 4 présente les indicateurs issus de la simulation. Les colonnes « Revenu observé » affichent la moyenne du revenu, l'indice de Gini et l'incidence de pauvreté correspondant à la

situation observée au moment des recensements. Les colonnes « Revenu simulé » présentent la situation simulée en l'absence de travail indépendant.

Tableau 4. Comparaison de la distribution du revenu des immigrants

	1991		2006	
	Revenu observé	Revenu simulé	Revenu observé	Revenu simulé
Moyenne				
Tous les travailleurs	28 416	26 819	33 257	35 093
Travailleurs salariés	27 663	-	33 500	-
Travailleurs indépendants	34 193	20 346	31 491	46 604
Indice de Gini				
Tous les travailleurs	0,370	0,372	0,437	0,448
Travailleurs salariés	0,351	-	0,412	-
Travailleurs indépendants	0,471	0,503	0,593	0,611
Incidence de la pauvreté (%)				
Tous les travailleurs	15,2	17,8	15,7	15,4
Travailleurs salariés	14,9	-	13,8	-
Travailleurs indépendants	18,0	40,0	29,8	27,2

Sources : Fichiers de microdonnées à grande diffusion des recensements de 1991 et 2006, Fichiers des particuliers, Statistique Canada, calculs et présentation des auteurs.

Si l'on s'intéresse d'abord à la situation de 1991, la moyenne du revenu simulé – celui en l'absence d'activité indépendante – est significativement plus faible que celle du revenu observé – celui en tenant compte de la participation au travail indépendant. Ce résultat signifie que l'exercice d'une activité indépendante a dans l'ensemble entraîné une amélioration du niveau de vie chez les immigrants. Pour les travailleurs indépendants, leur revenu moyen ne serait que de 20 346 dollars s'ils restaient dans le secteur de l'emploi salarié, comparé à leur revenu moyen observé qui est de 34 193 dollars. Les travailleurs ayant choisi de travailler à leur compte sont donc ceux dont le revenu anticipé sur le marché du travail salarié est faible. Ils bénéficient ainsi d'un revenu plus élevé, supérieur à celui des salariés. Leur décision se traduit par une sélection positive.

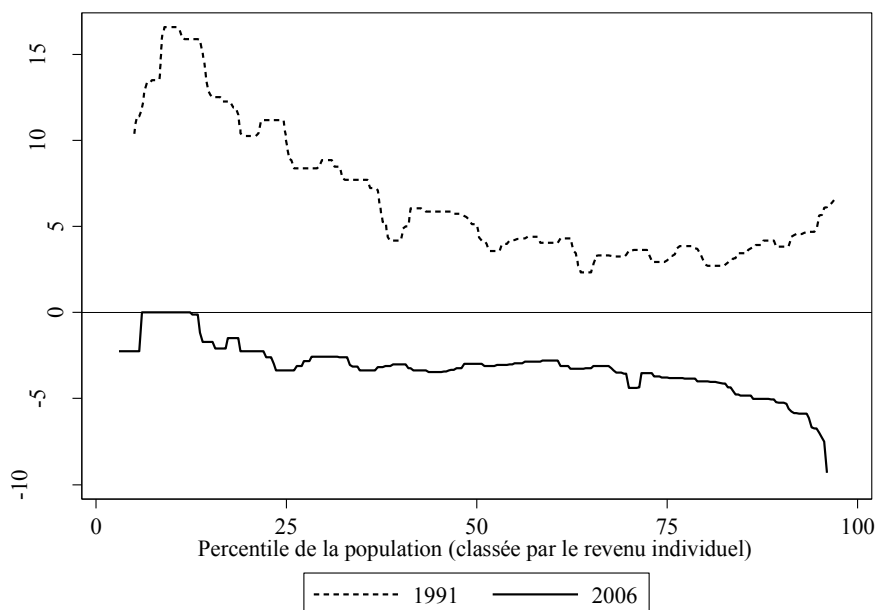
Nous constatons que l'indice de Gini est plus élevé dans le cas où tous les immigrants travailleraient comme salariés que dans celui où les activités indépendantes seraient incluses.

L'exercice d'une activité indépendante réduit donc l'inégalité de revenu. Nous observons également que l'emploi indépendant réduit largement l'incidence de la pauvreté, soit une baisse de 14,6 % du ratio de pauvreté.

Contrairement au cas de 1991, celui de 2006 est caractérisé par une moyenne élevée du revenu simulé, qui est supérieure à celle du revenu observé. Chez les travailleurs indépendants observés au moment du recensement, la moyenne de leur revenu anticipé sur le marché du travail salarié est de 46 604 dollars. Ce revenu est supérieur à celui qu'ils touchent en travaillant à leur compte (31 491 dollars), mais aussi à celui des travailleurs salariés (33 500 dollars). Autrement dit, ils seraient de meilleurs travailleurs sur le marché du travail salarié. La participation à l'emploi indépendant réduit en fait leur revenu, conduisant ainsi à une diminution de l'indice de Gini, soit à une distribution du revenu plus égale. Dans la mesure où ce changement de revenu touche essentiellement les immigrants aisés, il n'influe pas beaucoup sur l'incidence de pauvreté.

À l'aide de la courbe CIC, nous pouvons identifier les segments de la population les plus touchés par l'exercice d'une activité indépendante. La figure 1 présente la courbe CIC pour les deux points du temps : 1991 et 2006. Pour 1991, la courbe se trouve au-dessus de l'axe zéro, ce qui signifie que travailler à son compte augmente le revenu réel pour tous les segments de la population. L'augmentation de revenu est plus importante pour les deux premiers quintiles (0-40 %). Cela implique que les pauvres tirent davantage de bénéfices de l'emploi indépendant. Au contraire, pour 2006, la courbe est entièrement située au-dessous de l'axe des abscisses. Cela confirme les résultats du tableau 4 : l'absence d'activité indépendante entraîne une diminution générale de revenu pour tous les segments de la population. Comme la courbe est décroissante à partir du 60^e percentile, la diminution de revenu est plus accentuée pour les immigrants qui auraient été « riches » sur le marché du travail salarié.

Figure 1. Effet de l'exercice d'une activité indépendante sur l'augmentation de revenu chez les immigrants du Sud : 1991 et 2006



En résumé, travailler à son compte réduit l'inégalité pour l'ensemble des immigrants pour les deux périodes étudiées. Pour 1991, l'effet de l'emploi indépendant sur la distribution du revenu se traduit par une augmentation du revenu pour l'ensemble des immigrants. Cette augmentation est plus accentuée chez les immigrants ayant un salaire anticipé faible sur le marché du travail salarié, réduisant ainsi l'inégalité de revenu. Pour 2006 en revanche, l'exercice d'une activité indépendante s'accompagne d'une diminution générale du revenu pour tous les segments de la population migrante, notamment chez les immigrants ayant un salaire anticipé élevé sur le marché du travail salarié, entraînant également une réduction de l'inégalité de revenu.

Pourquoi les immigrants ayant un revenu anticipé plus élevé sur le marché du travail salarié ont-ils travaillé à leur compte en 2006 ? Une explication possible découle du fait que la situation relativement difficile sur le marché du travail salarié a incité les immigrants à se tourner vers le secteur indépendant, notamment dans les activités « ethniques » où ils créent leurs propres emplois.

Selon les données des recensements, la « qualité » des immigrants, mesurée par leur niveau d'éducation, tend à augmenter au cours du temps. Les nouveaux immigrants qualifiés auraient eu plus de succès sur le marché du travail que les anciens. Plusieurs facteurs cependant ont

accentué les difficultés pour les nouveaux arrivants à s'insérer sur le marché du travail salarié. Le changement des politiques d'immigration a conduit à une augmentation rapide du nombre d'immigrants en provenance des pays en développement, ce qui a transformé la composition ethnique de la population immigrante et accru l'hétérogénéité sociale du marché du travail. Par ailleurs, ces immigrants font face à une concurrence plus importante que par le passé sur le marché du travail en raison de la hausse du niveau de scolarisation des natifs et d'une sélection économique plus sévère des nouveaux arrivants. En outre, l'affaiblissement du secteur intensif en travail, notamment manufacturier, résultant de la restructuration sectorielle et occupationnelle générée par la mondialisation des productions, a réduit la demande de main-d'œuvre non qualifiée, alors même que le chômage augmentait avec la récession économique. Tous ces facteurs ont accru la difficulté de trouver un emploi alors que les immigrants font en sus face à des obstacles particuliers non subis par les travailleurs natifs, dont une segmentation du marché du travail et une discrimination à l'emploi (GREEN et GREEN, 1999 ; SWIDINSKY et SWIDINSKY, 2002). Étant donné les obstacles et désavantages que connaissent les immigrants lors de leur intégration au marché du travail salarié, ils sont fortement incités à se tourner vers le travail indépendant (FRENETTE, 2002 ; LI, 2001 ; MASSEY *et al.*, 1994 ; METCALF, MODOOD et VIRDEE, 1996). Nos résultats semblent enfin confirmer la prédiction de certaines études selon laquelle l'activité indépendante pourrait réduire la rentabilité du capital humain sur un marché du travail segmenté.

Conclusion

L'emploi indépendant au Canada augmente à un rythme rapide depuis les années 1990. Nombreux sont les auteurs qui ont tenté d'expliquer de façon générale les causes de cette hausse. Peu cependant ont étudié la situation des immigrants, alors même que ces derniers ont joué un rôle non négligeable dans le développement de ce phénomène. La présente étude vient combler les lacunes qui existent dans la littérature spécialisée en cherchant à analyser les facteurs influençant la probabilité pour les immigrants du Sud de s'engager dans une activité indépendante au Canada et l'impact que cela peut avoir en termes de revenu et d'inégalités.

Nos résultats montrent que, dans l'ensemble, l'exercice d'une activité indépendante a augmenté le niveau de revenu des immigrants et a réduit l'inégalité de revenu au sein de ce groupe. Cependant, l'effet sur la distribution du revenu n'est pas uniforme au cours du temps. Si la

décision d'exercer une activité indépendante est fortement influencée par les caractéristiques des immigrants, à savoir les caractéristiques démographiques, le niveau d'instruction, l'appartenance ethnique et l'année d'immigration, il semblerait qu'en 1991, c'étaient essentiellement les immigrants qui étaient confrontés aux difficultés les plus importantes sur le marché du travail salarié qui se sont tournés vers l'activité indépendante. Néanmoins, en 2006, l'effet de l'activité indépendante sur la distribution du revenu s'est traduit plutôt par une baisse de revenu chez les immigrants qui auraient eu un revenu anticipé élevé dans le secteur salarié.

Nous pourrions attribuer ce changement à la fluctuation économique pendant la période étudiée. L'économie canadienne a d'abord connu une récession, puis un redressement dans les années 1990. Durant cette période, les immigrants en provenance des pays du Sud semblent avoir été les plus atteints par la détérioration des conditions du marché du travail. Étant donné les obstacles et désavantages liés à l'intégration des immigrants au marché du travail salarié (en particulier pour ceux qui viennent d'un pays dont la langue principale n'est pas l'anglais et/ou le français et dont le système éducatif et institutionnel diffère considérablement du système canadien), les immigrants affichent une forte tendance à exercer des activités indépendantes. La hausse du taux du chômage sur le marché du travail salarié – une force de répulsion – a poussé une partie des immigrants qualifiés à se tourner vers l'emploi indépendant. Les activités indépendantes ont permis à ces immigrants de contourner les difficultés du marché du travail salarié, mais ont amenuisé le rendement du diplôme acquis, les opportunités d'emploi et la mobilité professionnelle. Cette situation pourrait, d'une part, réduire la variance du revenu au sein du groupe des immigrants ; d'autre part, élargir l'écart de revenu entre ce groupe et les autres groupes favorisés tels que les natifs et les immigrants américains et européens. De ce fait, les politiques visant l'intégration des immigrants et l'amélioration du bien-être social doivent mettre l'accent sur l'employabilité de ces nouveaux immigrants.

Bibliographie

BARGAIN O. et KWENDA P. (2011), "Earnings Structures, Informal Employment, and Self-Employment: New Evidence from Brazil, Mexico, and South Africa", *Review of Income and Wealth*, vol. 57, pp. S100-S122.

BLANCHFLOWER D.G. (2000), "Self-Employment in OECD Countries", *Labour Economics*, vol. 7, n° 5, pp. 471-505.

- CLARK K. et DRINKWATER S. (2000), “Pushed out or Pulled in? Self-Employment among Ethnic Minorities in England and Wales”, *Labour Economics*, vol. 7, n° 5, pp. 603-628.
- FRENETTE M. (2002), “La détérioration des gains des immigrants s’étend-elle aux immigrants qui travaillent de façon autonome ?”, Statistique Canada, n° 11F0019MIF au catalogue, n° 195.
- GREEN A.G. et GREEN D.A. (1999), “The Economic Goals of Canada’s Immigration Policy: Past and Present”, *Canadian Public Policy*, vol. 25, n° 4, pp. 425-451.
- GÜNTHER I. et LAUNOV A. (2012), “Informal Employment in Developing Countries: Opportunity or Last Resort?”, *Journal of Development Economics*, vol. 97, n° 1, pp. 88-98.
- HECKMAN J.J. (1979), “Sample Selection Bias as a Specification Error”, *Econometrica*, vol. 47, n° 1, pp. 153-161.
- LI P.S. (2001), “Immigrants’ Propensity to Self-Employment: Evidence from Canada”, *International Migration Review*, vol. 35, n° 4, pp. 1106-1128.
- LI P.S. et LI Y. (1999), “The Consumer Market of the Enclave Economy: A Study of Advertisements in a Chinese Daily Newspaper in Toronto”, *Canadian Ethnic Studies*, vol. 31, n° 2, pp. 43-60.
- LOAYZA N.V. et RIGOLINI J. (2011), “Informal Employment: Safety Net or Growth Engine?”, *World Development*, vol. 39, n° 9, pp. 1503-1515.
- MASSEY D. *et al.* (1994), “An Evaluation of International Migration Theory: The North American Case”, *Population and Development Review*, vol. 20, n° 4, pp. 699-751.
- METCALF H., MODOOD T. et VIRDEE S. (1996), *Asian Self-Employment: The Interaction of Culture and Economics in England*, Londres, Policy Studies Institute.
- OVIDEO A.M., THOMAS M.R. et KARAKURUM-ÖZDEMİR K. (2009), “Economic Informality: Causes, Costs, and Policies – A Literature Survey”, *World Bank Working Paper*, Washington D.C., The World Bank, n° 167.
- RAVALLION M. et CHEN S. (2001), “Measuring Pro-Poor Growth”, *Policy Research Working Paper*, Washington D.C., The World Bank, n° 2666.
- STATISTIQUE CANADA (2001), “L’indice des prix à la consommation”, Statistique Canada, Catalogue n° 62-001-X.
- STATISTIQUE CANADA (2006), “Les seuils de faible revenu de 2005 et les mesures de faible revenu de 2004”, *Série de documents de recherche – Revenu*, Statistique Canada, n° 4.
- SWIDINSKY R. et SWIDINSKY M. (2002), “The Relative Earnings of Visible Minorities in Canada: New Evidence from the 1996 Census”, *Industrial Relations*, vol. 57, n° 4, pp. 630-659.
- TAMVADA J.P. (2010), “Entrepreneurship and Welfare”, *Small Business Economics*, vol. 34, n° 1, pp. 65-79.

YUENGERT A.M. (1995), “Testing Hypotheses of Immigrant Self-Employment”, *The Journal of Human Resources*, vol. 30, n° 1, pp. 194-204.

ZHU N. et LUO X. (2010), “Impacts of Migration on Rural Poverty and Inequality: A Case Study in China”, *Agricultural Economics*, vol. 41, n° 2, pp. 191-204.



1130, rue Sherbrooke Ouest, bureau 1400, Montréal (Québec) H3A 2M8

Tél. : 514-985-4000 • Téléc. : 514-985-4039

www.cirano.qc.ca • info@cirano.qc.ca